

Laurent (PCF) : «il n’y a ralliement de personne à Mélenchon» pour le 26 mai

Par [AFP](#) — 16 mai 2018 à 15:06 (mis à jour à 15:14)

Laurent (PCF): «il n’y a ralliement de personne à Mélenchon» pour le 26 mai
Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a assuré mercredi qu'«il n’y a ralliement de personne à Jean-Luc Mélenchon», après l’annonce par la CGT de sa participation à la mobilisation du 26 mai aux côtés de La France insoumise.

«Je demande le respect pour les 80 organisations appelant à cette manifestation», qui «ne répond pas à l’appel de tel ou tel leader», mais est le fruit d’un «processus unitaire» sur plusieurs semaines, a lancé M. Laurent devant l’Association des journalistes parlementaires.

«Le cadre unitaire n’a pas été organisé au départ par La France insoumise», a insisté le sénateur de Paris, critiquant un mouvement qui «développe de manière récurrente l’idée qu’il est lui seul à l’origine de tout et va fédérer tout».

La CGT, qui a jusqu’à présent refusé de se joindre à des journées organisées par La France insoumise, a expliqué son ralliement à cette «marée populaire» par «l’urgence sociale».

Réunies le 3 mai à la Bourse du travail à Paris à l’initiative de l’association Attac, plusieurs organisations syndicales, politiques et associatives s’étaient mises d’accord sur le principe d’une manifestation le 26 mai pour l’égalité, la justice sociale et la solidarité.

Pour ce «premier grand rendez-vous qui va voir converger» ces différentes organisations, le responsable communiste s’attend à «une mobilisation de

masse dans le pays, bien supérieure à toutes les mobilisations que nous avons connues».

M. Laurent a estimé que le mouvement des cheminots a été moteur. Sur la réforme ferroviaire contestée, «je suis favorable à une consultation des Français», via une «votation citoyenne» comme dans le passé sur la privatisation de La Poste, a-t-il ajouté. L'idée a été soumise aux organisations rassemblées le 26 mai.

Quant à la «vot'action» lancée lundi par les syndicats de la SNCF en interne, le secrétaire national du PCF a pronostiqué un rejet «massif» de la réforme et demandé que «le gouvernement rouvre le dossier».

«Le débat va être chaud au Sénat», où le projet de loi sera examiné à partir du 29 mai, a-t-il averti, jugeant que le texte «ne traite aucun des problèmes» que sont «la dette, le manque d'investissements, le manque d'effectifs».